



**ELECTION AU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DES PERSONNELS
ENSEIGNANTS TITULAIRES ET STAGIAIRES DE STATUT UNIVERSITAIRE
C.T.P.U. 2010 - 2nd TOUR**

Programme de la liste présentée par
**la FEDERATION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES DE
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE (AUTONOMESUP-CSEN)**

Le CTPU est composé pour moitié de représentants de l'administration et pour moitié de représentants des enseignants-chercheurs. Il est obligatoirement consulté sur toutes les réformes ou modifications des statuts des enseignants-chercheurs. Ce scrutin définit la représentativité de chaque organisation pour trois ans.

AUTONOMESUP rassemble, **en toute indépendance**, toutes celles et tous ceux qui entendent défendre un vrai statut d'universitaire, c'est-à-dire d'enseignant-chercheur dans une Université digne de ce nom. L'Université a la double mission de faire progresser la connaissance par la recherche et de la transmettre au plus haut niveau aux étudiants qui en ont le désir et la capacité, en développant leur esprit critique et leurs facultés d'analyse et de synthèse. Or **cette mission et ce statut n'ont jamais été aussi menacés par les réformes** des ministères successifs et par l'attitude souvent autocrate de présidents d'université. Le nouveau CTPU aura à se prononcer sur les conséquences sur notre statut des différentes réformes. Les élus **AUTONOMESUP (FNSAESR)** s'engagent à :

- **Défendre le statut national des universitaires dans le cadre de la fonction publique et notre liberté d'universitaire.** Dans le précédent CTPU, nos élus ont pu modifier profondément les projets du Ministère qui tendaient à faire des universitaires les employés du président de leur université. **Notre opiniâtreté a permis de trouver un point d'équilibre entre l'autonomie des universités et le statut national des universitaires.** Il y a encore des points à améliorer : nous continuons de demander une loi adossée à l'avis du Conseil Constitutionnel pour garantir l'indépendance des universitaires. En respect de ce principe, **nous exigeons la séparation de deux collèges (enseignants et ATOS) dans les Comités Techniques Paritaires d'Etablissement** : ces comités interviennent sur les questions qui concernent aussi bien les universitaires que les personnels ATOS. **De même, dans le respect de l'équilibre entre le local (l'université) et le national (le CNU), nous demandons que les sections du CNU attribuent la moitié des Primes d'Excellence Scientifique** qui remplacent la PEDR.

Il y a aussi à défendre ce point d'équilibre : **les dispositions du nouveau statut favorables aux universitaires ne sont pas encore pleinement appliquées** : le Ministère tarde dans la publication de certains textes d'application (par exemple la rémunération convertible en heures d'enseignement des membres du CNU) ; certaines universités retardent l'adoption par le C.A. des grilles d'équivalences entre responsabilités pédagogiques ou administratives et heures d'enseignement. Ainsi les universitaires ne peuvent pas profiter des nouvelles dispositions pour alléger leur charge d'enseignement. Le Ministère, pourtant garant du statut national, observe sans rien faire ! Nous savons aussi que, parmi les présidents d'université et dans le monde politique à gauche comme à droite, certains attendent l'occasion de dénoncer le point d'équilibre obtenu pour revenir aux premières propositions du Ministère. **Les élus AUTONOMESUP (FNSAESR) seront particulièrement vigilants et offensifs sur ces points.**

- L'accord sur le statut prévoit une augmentation substantielle des promotions (hors classe des MdC, première classe et classe exceptionnelle des professeurs). **Nos élus veilleront à l'application scrupuleuse des engagements pris : il ne suffit pas d'augmenter le pourcentage de promotions possibles** (le Ministère du budget a tendance à ne pas accorder toutes les possibilités offertes par les

textes !), **il faut qu'augmente significativement le nombre réel des promotions accordées !** Mais cette augmentation ne suffira pas pour rattraper les pertes de salaires accumulées depuis des années. **L'augmentation des traitements et l'amélioration des conditions de travail doivent faire l'objet d'une vraie négociation avec les syndicats.**

- **Le respect de la spécificité des disciplines** implique que chaque section du CNU définisse ses propres critères d'évaluation et de promotion sans subir de pression de la part de l'AERES dont la compétence devrait être évaluée, discipline par discipline. Le même principe doit conduire à la **suppression des comités de sélection *ad hominem* et au retour à de vraies commissions de spécialistes disciplinaires, réellement compétentes.** Ce principe doit s'appliquer aussi aux masters : c'est à chaque discipline d'organiser son champ scientifique pour pouvoir fonder ensuite un véritable dialogue avec les autres disciplines.

- Pour les retraites, **AUTONOMESUP (FNSAESR)** rappelle sa demande réitérée : **un départ à la retraite librement décidé entre 60 et 70 ans, avec, comme dans le privé, la possibilité de continuer son activité pour atteindre les annuités requises pour une retraite à taux plein.**

- **Le développement de l'autonomie des universités rend plus nécessaire que jamais l'institution d'un médiateur des universités.** Le Ministère a cru satisfaire notre demande, elle aussi maintes fois présentée, en élargissant les compétences du médiateur de l'Education Nationale. **Les problèmes dans les universités autonomes sont spécifiques et si nombreux qu'ils justifient la création d'un médiateur en charge de ce seul secteur.**

- Enfin, **AUTONOMESUP (FNSAESR)** rappelle la **nécessité absolue de réviser la loi LRU dans le sens d'un rééquilibrage entre l'autonomie, le statut national des personnels et les règles de la comptabilité publique.** Un tel objectif suppose que les universités, par dérogation, ne soient plus soumises à la LOLF.

Alors que la fonction universitaire est sans cesse remise en cause, la liste présentée par **AUTONOMESUP (FNSAESR)** est la seule capable, dans cette élection de caractère syndical, de représenter dans leur diversité et **en toute indépendance**, tous les universitaires attachés à la qualité de l'Université et au plein exercice du statut national d'enseignant-chercheur.

Les grands principes de notre action :

- *la défense du statut national des universitaires dans le cadre de la fonction publique d'Etat ;*
- *le respect de la spécificité des disciplines dans l'organisation des études et de la recherche ;*
- *la qualité d'un enseignement supérieur lié à une recherche correctement dotée ;*
- *des conditions de travail et de rémunération décentes ;*
- *la défense de l'indépendance et de la liberté d'enseignement et de recherche.*

*Les électeurs votent **exclusivement par correspondance et par la voie postale.** L'enveloppe de vote doit parvenir au Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'adresse figurant sur l'enveloppe, **au plus tard le 13 avril 2010 à 12 heures.***

Accordez-nous votre confiance pour que nous ayons les moyens de défendre votre point de vue !